



CTL du 18 01 2019 - Déclaration liminaire intersyndicale

Tours, le 18 janvier 2019

Monsieur le Président,

Le Comité technique local que vous convoquez ce jour, fait suite pour l'essentiel aux décisions prises lors du dernier Comité technique de réseau qui s'est tenu à Bercy le 21.12.2018 pour officialiser de nouveau, un plan massif de suppressions d'emplois, décidé au plus haut niveau de l'État.

Ce sont donc 2 130 emplois qui seront supprimés en 2019, à la DGFIP qui, alors qu'elle représente 7 % des emplois de la Fonction Publique d'État, subit à elle-seule 37 % de ces suppressions.

Pour la direction d'Indre-et-Loire, le plan prévoit la suppression de 12 emplois :

– 1 A, – 5 B et – 6 C.

Ces nouvelles suppressions d'emplois vont donc encore aggraver les conditions d'exercice des missions de la DGFIP ainsi que les conditions de vie au travail, alors même que le stress au travail n'a jamais été aussi présent, contraignant l'administration à la mise en place d'abord de l'observatoire de la veille sociale des risques psychosociaux, puis maintenant depuis la rentrée 2018, de la plateforme « *pros-consulte* » d'écoute et de soutien psychologique.

Avec la mise en place du PAS, les organisations syndicales nationales, locales vous ont alerté sur les risques de chaos dans les services... vous n'écoutez pas... et M. Le Directeur, vous déclarez même dans la Nouvelle république que nous sommes prêts et que tout se passera bien. Or que voyons-nous ? La saturation se fait jour. Les services sont déjà plus que sollicités pas seulement au guichet, mais aussi dans les pôles téléphoniques, par délestage dans les SIP et par courriels ... renfort, réception sont devenus les leitmotifs des services.

Les services collecteurs sont aussi impactés que ce soit pour l'État ou les collectivités locales ! Et que dire des informaticiens soumis depuis des mois à rude épreuve et faisant tout leur possible pour que ça marche. Il ne faut pas oublier que le taux d'occupation engendré par le PAS sur certains services a aussi déporté la charge de travail sur d'autres. Toute la DGFIP a été impactée et est impactée.

Vous n'écoutez plus et vous n'entendez pas ! Le dialogue social est une vraie parodie... Vous nous mettez devant le fait accompli... l'annonce des horaires d'ouverture pour le PAS par un simple message pendant les fêtes !!! C'est pratique, cela n'oblige à aucun échange.

Même chose pour les contractuels CPS, nous n'avons pas été mis au courant, ni de leur recrutement, ni des conditions, ni du nombre bref, heureusement que nous avons croisé ces nouveaux collègues sur leur lieu de travail.

Autre exemple : aucun échange sur les effets des restructurations sur la situation des agents, pas d'information par exemple pour La Trésorerie de l'Opac qui ferme à la fin d'année alors que la campagne des mutations est ouverte. Vous ne tenez pas compte des informations transmises par les OS pour fixer les réunions (exemple du 17 janvier).

Pire encore, vous ne souhaitez pas de véritables discussions autour des projets de la direction, on nous demande notre avis quand il faut voter pour la forme administrative.

À aucun moment nous ne discutons du réseau, de son avenir. À aucun moment nous ne pouvons faire valoir nos arguments. Le jeu des questions-réponses vous suffit. Finalement, vous nous parlez quand vous l'avez choisi et de ce que vous avez choisi. Nous posons des questions vous n'y répondez pas et vous répondez à des questions que nous ne posons pas.

Chaque année nous subissons cette logique destructrice alors qu'on serait en droit d'attendre que les Directeurs agissent à leur niveau pour le bien commun et la défense des services publics. Au lieu de cela ce sont de nouveau les annonces de restructurations, avec des services désorganisés et un ministre qui ne cesse d'en appeler à la proximité, la sienne, celle du travail à distance et de la mobilité.

La mise en pièces du réseau programmée va connaître un nouveau stade avec la mise en œuvre pour les collectivités locales ou pour les hôpitaux d'agences comptables qui sont une attaque sans précédent sur le statut des personnels concernés et sur la viabilité du réseau de la gestion publique.

Les agents sont contraints de mal vivre au travail, et comme tous les citoyens, ils font face à une baisse de leur pouvoir d'achat, consécutive au blocage de la valeur du point d'indice année après année.

Dorénavant, chaque 1er janvier, les agents qui n'ont pas changé d'échelon voient leur salaire net baisser !

Et ce n'est pas une prime exceptionnelle de 200 € versée aux seuls agents ayant participé au prélèvement à la source qui améliorera le pouvoir d'achat de l'ensemble des agents de la DGFIP.

Monsieur, le Président, ce sont TOUS les agents qui sont concernés par la réforme de l'État. Une véritable avancée sociale aurait été d'accorder une revalorisation significative du point d'indice.

Notre administration se veut exemplaire alors qu'elle le soit déjà auprès de ses personnels.

Qu'elle écoute les revendications des agents et qu'elle y réponde. C'est ce que, une fois de plus, nous vous demandons.

Et quant à nous, nous saurons prendre nos responsabilités auprès des personnels des usagers pour combattre ces politiques destructrices de la cohésion sociale et de la solidarité nationale. Nous saurons porter leurs revendications, leurs doléances !

L'heure est soi-disant à la consultation : un débat national s'ouvre.

Alors chiche Monsieur le Directeur ! Ouvrez un débat ! mais un débat contradictoire. Avec les personnels, les OS, sur l'avenir du réseau de la DDFIP 37, des personnels, leurs garanties, leurs conditions de travail, répondez enfin à leurs revendications.